

Violences sexuelles: les musiques extrêmes face à leurs démons

PAR DONATIEU HUET
ARTICLE PUBLIÉ LE SAMEDI 22 MAI 2021



Une affiche de la campagne de prévention « Ici c'est cool ». © Hellfest

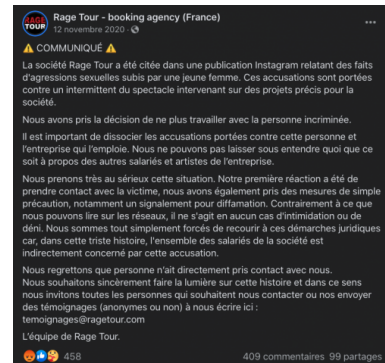
À l'aube de la reprise des concerts, plusieurs femmes actrices des scènes punk, hardcore et metal françaises veulent briser «l'omerta» sur les violences sexistes et sexuelles qui règne dans ces milieux artistiques, malgré les valeurs affichées.

L'affaire a chamboulé la communauté des musiques extrêmes, peu habituée à être ainsi confrontée aux violences sexuelles qui imprègnent ses rangs. Le 12 novembre 2020, Rage Tour, acteur majeur des scènes punk, hardcore et metal hexagonales, qui organise les tournées et produit les spectacles **d'une centaine de groupes**, annonçait **via un communiqué** sybillin publié sur Facebook le dépôt d'une plainte en diffamation contre Pauline E.

Un mois plus tôt, cette femme de 38ans avait détaillé **sur son compte Instagram** l'agression sexuelle qu'elle dit avoir subi en 2010, après un concert, de la part d'Alexis A., 45 ans, agent historique de la société de *booking* et personnage incontournable de ce milieu, bien que méconnu du grand public.

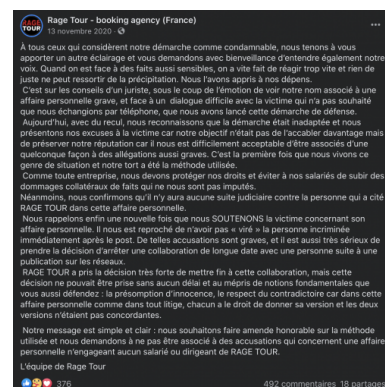
« Nous sommes tout simplement forcés de recourir à ces démarches juridiques car, dans cette triste histoire, l'ensemble des salariés de la société est indirectement concerné par cette accusation »,

argumentait Rage Tour, faisant aussi savoir «la décision de ne plus travailler avec la personne incriminée».



© Capture d'écran Facebook

Face à l'émoi suscité sur les réseaux sociaux, la structure installée à Guichen (Ille-et-Vilaine) informait finalement **dès le lendemain**, le 13 novembre, qu'elle renonçait à cette procédure judiciaire, admettant que «la démarche était inadaptée». «Nous n'avions jamais vécu ce genre d'affaires auparavant, nous n'avions pas les bons réflexes pour gérer cela», explique à Mediapart la présidente Séverine Delahaye.



© Capture d'écran Facebook

À la suite de cet épisode, la cheffe d'entreprise qui, en 27 ans de métier, indique avoir eu «à faire face à du sexisme "ordinaire"» mais n'a «jamais vu ou entendu de problèmes de viol ou d'agression sexuelle», mentionne avoir établi une «charte de bienveillance» que l'ensemble de ses collaborateurs s'engagent à respecter.

Mediapart a pu consulter des messages échangés sur une conversation WhatsApp du Bal des enragés, qui rassemble une vingtaine d'artistes et techniciens de Rage Tour impliqués de près ou de loin dans **ce fameux projet de «supergroupe»**. Leur teneur donne un aperçu de l'état d'esprit qui pouvait régner chez certains de ses membres après que PaulineE. a divulgué son témoignage.

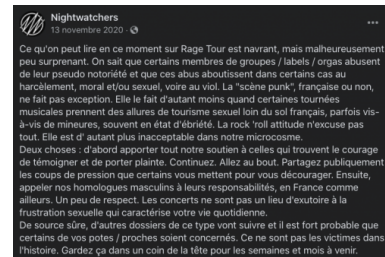
Entre autres interventions, un participant suggère, en parlant des «féministes» qui se sont faites l'écho des accusations de la victime présumée, d'en «*violer 2 ou 3*»; un autre explique que «*cette meuf est cintrée*», «*psychopathe à deux pates [sic]*» ; un troisième recommande de «*lui trouver un surnom qui lui [aille] bien, genre "la pouffe du net", et faire comme elle, inonder la toile avec ça*».

Questionné sur certains de ces propos, Nicolas Giraudet, cofondateur de Rage Tour et chef d'orchestre du Bal des enragés, indique qu'il «*ne les cautionne pas du tout*», suppose «*que cela reste de l'ordre du mauvais humour noir*», précisant qu'il s'agit «*d'un groupe privé où les gens s'expriment en pensant parler à un cercle privé d'amis*».

Selon nos informations, Rage Tour n'a, à l'époque, pas seulement envisagé de déposer cette plainte mais a aussi tenté de museler des voix alliées de la victime présumée qui se sont exprimées au sein de la scène.

Parmi les rares groupes à avoir ouvertement affiché une forme de soutien, les Toulousains de Nightwatchers jugeaient **sur leur page Facebook** cet incident «*navrant*», blâmant d'une manière plus générale «*certaines tournées musicales*» qui prendraient «*des allures de tourisme sexuel*». «*L'idée n'était pas spécialement d'incriminer Rage Tour*, assure Julien, chanteur de ce quatuor punk rock et auteur des lignes concernées. *Mais de dire que notre*

scène, malgré les valeurs affichées, n'est pas épargnée par ces problèmes et qu'il faut que les gars qui s'en réclament agissent de façon responsable.»



© Capture d'écran Facebook

Six jours après ce post, Séverine Delahaye a écrit à l'employeur du bassiste de Nightwatchers, Useless Pride, un label de hardcore et fabricant d'objets promotionnels dont Rage Tour est client, en vue d'annuler une commande de tee-shirts prévue pour le compte de Tagada Jones, formation phare du tourneur breton. «*On ne cautionne pas que des gens proches de Useless poussent à amalgamer RT [Rage Tour – ndlr] aux violences sexuelles*», justifie-t-elle dans un SMS envoyé le 19 novembre 2020 à Olivier, gérant d'Useless Pride.

«*On a eu un échange téléphonique où elle m'a fait comprendre que si on voulait travailler ensemble, il valait mieux faire supprimer ce statut*, rapporte ce dernier. *Je lui ai dit que cela ne me regardait pas et qu'appeler un employeur pour faire pression sur l'un de ses salariés, c'est exactement ce que des gens de Rage Tour dénoncent dans leurs chansons.*» Une référence au fait que le cofondateur de la société de booking, Nicolas Giraudet, est aussi le leader de Tagada Jones, groupe qui fustige régulièrement le capitalisme, l'intolérance ou le sexisme.

Séverine Delahaye relate quant à elle qu'«*après discussion, il est apparu que chacun avait une opinion différente mais que ça ne constituait pas une rupture de partenariat*» et garantit que Rage Tour et Useless Pride continueront «*à travailler ensemble, quand l'activité reprendra*». En 2019, le premier avait commandé pour 20000 euros de marchandises au second, soit 2% du chiffre d'affaires d'Useless Pride cette année-là.

« Je veux qu'en tant que femmes dans cette scène, on puisse se sentir plus libres »

Longuement interrogée par Mediapart, la victime présumée, PaulineE., se souvient de la « *violence incommensurable* » du premier communiqué de Rage Tour. Si elle s'est décidée à parler publiquement, dix ans après les faits qu'elle signale, c'est parce qu'il y a eu #MusicToo, cet appel à témoignages lancé à l'été 2020 sur les violences sexistes et sexuelles dans l'industrie musicale, et parce qu'il y a eu la crise sanitaire liée à l'épidémie du Covid-19, qui a sonné le glas des spectacles et a été propice à une prise de conscience. « *Ça fait un an qu'on vit enfermés chez nous et qu'on ne sait pas ce que l'on va trouver à la sortie. Quand les concerts recommenceront, je veux qu'en tant que femmes dans cette scène, on puisse se sentir plus libres.* »

L'agression qu'elle évoque aurait eu lieu le 4 juillet 2010, au cours d'une fête organisée au domicile d'un tatoueur à l'issue d'un concert d'Opium du peuple à Saint-Germain-en-Laye (Yvelines). En ce temps-là, PaulineE. gère le stand de *merchandising* et réalise des performances scéniques pour le compte de cette formation albigeoise, qui reprend des chansons de variété à la sauce punk. Et AlexisA., l'homme qu'elle met en cause, est le tourneur de ce même groupe.

« *Il m'a attirée dans une pièce isolée sous un prétexte bidon, a fermé à clé et a dit que je n'en sortirais que si je le laissais voir ma poitrine*, retrace-t-elle. *Je l'ai fait, terrorisée à l'idée que les 100 personnes présentes m'entendent faire un scandale. Il m'a donc pelotée, puis m'a laissée partir.* »

PaulineE. a confronté AlexisA. à ces accusations sur l'application Facebook Messenger le 27 octobre 2017, au démarrage du mouvement #MeToo. Dans leurs échanges, que Mediapart a pu consulter, celui-ci disait la croire « à 100% » mais jurait ne pas s'en souvenir ; aujourd'hui, auprès de Mediapart, il nie catégoriquement : « *Je me suis remémoré tout le déroulé de la soirée. Maintenant, je suis désormais certain de ne m'être jamais retrouvé seul avec elle dans une pièce, encore moins fermée à clé, et en la menaçant en mode "tu ne sors pas de là".* »

Mediapart a contacté l'organisateur ainsi que plusieurs participants à cette soirée ; les faits énoncés s'étant déroulés à l'abri des regards, aucun d'entre eux n'a été en mesure de les corroborer.

Une plainte pour agression sexuelle a été déposée le 14 novembre 2017 auprès du procureur du tribunal de grande instance de Versailles. Celle-ci a été classée sans suite le 31 octobre 2018 car le délai de prescription, fixé à six ans pour ce type de délit, était dépassé. « *Je vis avec ça depuis dix ans, cette humiliation, ce désespoir, en comprenant que je ne serai jamais écoutée et défendue, à moins d'un séisme*, déplore PaulineE. *Je me dis que si d'autres ont été agressées après moi, ça sera ma faute. Parce que je n'ai rien dit.* »

Mediapart a recueilli les témoignages de deux autres femmes, qui ont discerné le profil d'Alexis A. en consultant la publication – anonymisée – de PaulineE. et affirment aussi avoir été victimes de ses agissements.

Kali*, intermittente du spectacle proche de certains artistes signés chez Rage Tour, a été invitée par le tourneur en personne afin de s'occuper du stand de *merchandising* d'Ultra Vomit lors d'une date du groupe de metal parodique à Rambouillet (Yvelines), le 28 janvier 2012.

Âgée alors de 19 ans, elle parcourt les quelque 600 kilomètres qui séparent son domicile de la commune francilienne car elle y voit « *une opportunité pour évoluer dans [son] métier avec des artistes qu'[elle] apprécie* ». Aucun contrat de travail n'a été établi pour cette mission bénévole.

Ce soir-là, elle déclare avoir absorbé un verre de vin et deux bières, « *une que j'ai bue dans les loges et une qu'[AlexisA.] m'a amenée au moment où je faisais l'inventaire du merch* ». Se serait ensuivi un long trou noir pour celle qui dit ne pas être « *irresponsable au point de [se] mettre minable au milieu d'inconnus, qui plus est avant de bosser* ».

« *Je reste sans souvenirs, à part celui d'être à un moment donné tombée tête la première, jusqu'au matin où je me suis réveillée, en sous-vêtements, dans un appartement, entre deux mecs en caleçon, dont*

de [lui] sourire». «Sur le coup, je n'ai rien dit, relate-t-elle. Si j'avais crié, je craignais que les musiciens sur scène m'entendent et que ça fasse scandale. [AlexisA.] étant un producteur bien placé, je ne m'attendais pas à être prise au sérieux.»

Auprès de Mediapart, AlexisA. reconnaît ces faits, qui peuvent être pénalement qualifiés d'agression sexuelle, et regrette «un malentendu», «un geste malheureux».

Plus tard, pendant le festival, remarquant que Matilda ne lui adressait plus la parole, l'agent lui aurait empoigné le visage. «Tu me dirais si tu as un problème avec moi?», aurait-il alors lancé à la bénévole. «J'ai senti sa domination sur moi», assure-t-elle. AlexisA. indique ne pas se souvenir de cet épisode-là.

S'ils n'en ont pas été les témoins directs, plusieurs bénévoles de l'Xtreme Fest joints par Mediapart attestent de l'état d'abattement de la victime présumée après les faits. Eli*, affectée aux cuisines, raconte: «[Matilda] m'a expliqué qu'il l'avait touchée, qu'elle l'avait rejeté, qu'il lui avait pris la mâchoire dans la main, en lui disant: "Tu me le dirais s'il y avait quelque chose?" Elle tremblait, elle était en larmes.»

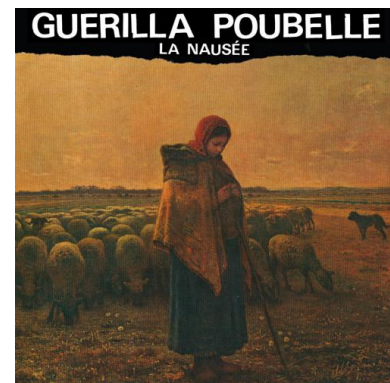
Alerté, le responsable des loges n'a pas remonté l'incident à la direction de l'Xtreme Fest, qui n'en a donc pas été informée. «Ça révèle un dysfonctionnement», note Jessica Laborde, l'une des organisatrices de l'événement, qui explique avoir justement mis en place, pour cette édition 2019, un protocole de signalement des violences sexistes et sexuelles à l'adresse des équipes de bénévoles.

Des paroles et des actes

Apparus en résistance à l'institutionnalisation du rock traditionnel, le **punk** et le **hardcore** sont, par essence, des genres musicaux engagés, échos des préoccupations sociales contemporaines – dont les revendications féministes, incarnées notamment par la **culture riot grrrl**, font partie intégrante. Mais parfois, entre les paroles et les actes, il y aurait un gouffre, selon de nombreux témoignages recueillis par Mediapart.

Trois de ses ex-compagnes dénoncent en particulier les agissements passés de TillL., 38ans, figure de proue de la scène *do it yourself* française de ce siècle, fondateur du label associatif Guerilla Asso, qui a produit les disques d'une cinquantaine de groupes depuis sa création en 2003, et leader du trio Guerilla Poubelle.

Ainsi qu'il l'explique dans **un entretien** au magazine culturel *Télérama*, le groupe parisien se démarque en prônant des concerts inclusifs, où les brutes pogotant coudes en avant ne sont guère les bienvenues et où il est rappelé que l'espace intime des femmes doit être préservé. En 2020, un tiers des groupes programmés à l'affiche de **This is my Fest**, le festival annuel de Guerilla Asso finalement reporté du fait de la crise sanitaire, comptaient un ou plusieurs membres féminins, une proportion rarement observée pour des événements de ce genre, où les musiciennes sont en règle générale sous-représentées.



La couverture de l'album « La Nausée » de Guerilla Poubelle (2017). © Guerilla Asso

En pleine vague #MeToo, Guerilla Poubelle sortait, fin 2017, sur son album *La Nausée*, **l'hymne punk et féministe** «Les fils et les filles des sorcières que vous n'avez pas brûlés», proclamant «Nous sommes les 343/ Qui disposent de leurs cœurs et de leurs corps», un hommage au manifeste des 343 appelant en 1971 à la légalisation de l'avortement en France.

Emma* le dit sans détour: «À chaque fois que je vois Till s'afficher avec des discours féministe, j'ai la gerbe.» La jeune femme a 17ans quand, fin juillet 2006, elle entame une relation sentimentale avec le musicien, de cinq ans son aîné, après l'avoir rencontré à une répétition. «Du fait de notre différence

d'âge, j'étais forcément vulnérable, impressionnable, naïve et manipulable. Son emprise sur moi était par conséquent lourde et omniprésente», explique-t-elle.

Ce témoignage rejoint celui d'une seconde femme. Louise*, née de parents investis dans la scène punk des années 1980, «fascinée» par ce mouvement, fréquente Till L. à l'été 2006, après s'être rendue à l'un de ses concerts. «Quand, à 17 ans, le mec du groupe punk nouvelle génération le plus connu de France s'est approché de moi, je n'ai pas vu que je tombais dans un piège. J'étais juste super heureuse de faire partie de ce milieu», indique-t-elle en évoquant leur éphémère relation, qui l'aurait «détruite psychologiquement».

Auprès de Mediapart, Emma dépeint un premier rapport sexuel non protégé. «C'est le lendemain en allant à l'école que je me suis rendue compte que non, il n'y a pas eu de préservatif: son sperme me coulait dans la culotte et le long des jambes en arrivant dans la cour de récré.» Et décrit un autre rapport, anal, non désiré, d'après elle. «À 18 ans, je ne savais même pas que c'était quelque chose qui était possible.»

Till L., interrogé par Mediapart, certifie que «ces rapports étaient consentis, de même que l'absence de protection».

Emma liste aussi des «humiliations publiques» qu'elle a «encaissées» car elle s'estimait «chanceuse» d'être «la copine d'un mec hyper connu» mais, aujourd'hui encore, confie «travailler quotidiennement pour déconstruire les traumatismes» qui auraient découlé de cette relation longue de deux ans, demandant à Till L. de «s'excuser publiquement d'avoir eu des actes à l'inverse de ses discours».

Après leur séparation, en 2008, plusieurs témoins racontent qu'Emma aurait été «ostracisée» d'une partie de la scène. «On l'a fait passer pour une folle», rapporte Mathilde*, organisatrice de concerts dans le Grand Est, qui a vu son amie être «malmenée psychologiquement». «[Emma] a pris conscience de ces problèmes de non-consentement des années plus tard, parce que la parole s'est libérée sur les violences faites aux femmes», expose une autre de ses confidentes au sein de la scène, Caroline*, qui

mentionne que «cette relation a jusqu'à aujourd'hui un impact énorme sur sa santé mentale, son bien-être».

Avec Emma comme avec Louise, Till L. considère n'avoir jamais «tiré profit» de son «aura» de musicien renommé: «Cela me terrorise que l'on puisse me prêter ce genre d'intention.» Le 21 novembre 2020, dans une story Instagram postée en réaction à un témoignage de viol partagé par l'une de ses amies, celui-ci révélait avoir «sans doute, lui aussi, comme tous [ses] potes, eu des comportements maladroits voir [sic] odieux au cours de [sa] vie d'homme et probablement encouragé sans le vouloir un environnement favorable à ce rapport immonde de domination».

En couple avec Till L. de 2009 à 2014, Valentine* reproche au musicien de Guerilla Poubelle «d'avoir écrit des chansons sur [leur] vie privée». En particulier «**L'amour est un chien de l'enfer**» (2015), où il est clamé que «même le chat le plus asocial ne se contente pas d'une seule caresse tous les deux trois mois»; «**I hate your Hello Kitty underwear**» (un titre d'un projet parallèle de Till L., *Maladroit*, sorti en 2011), qui se conclut par «je n'en peux plus des adolescentes, je déteste tes sous-vêtements Hello Kitty [une griffe japonaise ciblant un public enfantin – ndlr]»; ou encore «**Pire père**» (2013): «Je me rends compte qu'il a parlé de mon avortement à la France entière alors que moi je subissais ça toute seule, accompagnée d'une amie, et que je n'en avais parlé à personne à part mon entourage proche», expose Valentine.

À propos de la première, Till L. explique que «c'est une chanson qui parle de la douleur au moment d'une rupture amoureuse, des problèmes de communication dans ces moments difficiles. [Il a] du mal à entendre qu'elle puisse être considérée comme une chanson misogyne». Concernant la seconde, il évoque un «texte inspiré d'une blague qu'[ils avaient] tous les deux, mais qui développe surtout une critique des clichés de genre. Le texte ne précise jamais qu'il s'agit d'une personne réelle». Sur la troisième, *Pire*

père», il affirme qu'«il s'agit d'une chanson sur [ses] sentiments face à la paternité et sur [son] propre père».

« Un entre-soi hyper masculin »

Plusieurs femmes proches des milieux punk et hardcore parisiens témoignent d'une manière plus globale des difficultés de se faire sa place en tant que personne de sexe féminin dans ces microcosmes majoritairement régis par les hommes, dans lesquels tout le monde ou presque se connaît de près ou de loin.

« On m'a présenté cette scène comme une grande famille, hyper safe. C'est en réalité un entre-soi hyper masculin, où les rares admises le sont souvent par pur intérêt, romantique ou sexuel », constate Claire*, 29ans, qui baigne dans cet environnement «depuis une bonne dizaine d'années» et rapporte elle aussi avoir été victime d'un «abus» au cours d'une relation sexuelle avec un bassiste, à la suite d'un soir de festival au mois de juin 2017. «Je me suis rendu compte au cours du rapport qu'il avait retiré le préservatif sans me le dire.» Un acte appelé en anglais *stealthing* («furtivité»), qui peut s'apparenter à un viol.

« Il y a un truc constant dans cette scène: si on est une femme et qu'on couche avec un mec, on est désignée comme une "pute", se désespère Emma. Et si on porte un tee-shirt de groupe, on nous demande souvent si c'est parce qu'on veut "sucrer" ses musiciens. Aujourd'hui, je ne porte plus de tee-shirts de groupes. »

Caroline, 36ans, estime quant à elle avoir été «protégée» car en couple avec un musicien qui «avait un petit statut». Ce qui ne l'a pas empêchée d'être la cible de comportements sexistes dans le cadre des concerts que le duo organisait dans la capitale, entre 2009 et 2011: «Quand les artistes avaient des questions techniques, ils s'adressaient à mon copain. Mais par contre, dès qu'il s'agissait du catering, de savoir ce qu'ils allaient bouffer, c'était vers moi qu'on se tournait.»

« Organiser des concerts ou monter un groupe de musique, c'est accaparer quelque chose de très masculin et c'est donc toujours plus compliqué quand on est femme », analyse Jade*. « On a des remarques

sexistes, on ne croit pas en nous, on est dévalorisées. Quand un concert organisé par une meuf fonctionne bien, ça en fait chier pas mal », dépeint celle qui est présentement membre d'un collectif parisien.

« On est sur des questions de territoire, de légitimité, et c'est ça qu'il faut arriver à déconstruire », pointe Julie Appéré, fondatrice avec Victoria Arfi de l'association **Salut les Zikettes**, qui organise depuis 2018 des ateliers d'empowerment à destination des femmes et des personnes non binaires souhaitant «apprendre les basiques pour pouvoir monter un groupe et être plus à l'aise avec un instrument». En trois ans, quelque 70 participantes ont assisté à ces sessions, gratuites, d'une durée de 48 heures chacune, et plusieurs ensembles musicaux en ont éclos.

Elles-mêmes artistes dans plusieurs groupes de punk, les deux femmes, bientôt quadragénaires, ont vu les lignes bouger au cours des deux dernières décennies. «Ça a vachement évolué, je me sens beaucoup plus légitime qu'à l'époque où j'étais ado ou jeune adulte, se réjouit Victoria Arfi, guitariste dans **Mary Bell**. J'ai aussi l'impression que c'est plus facile d'ouvrir sa gueule et de pointer du doigt les irrégularités, comme les discours sexistes qu'on entend le plus souvent hors scène.» En revanche, signale la musicienne, «la question des viols et des agressions sexuelles reste un énorme tabou. Les bourreaux sont protégés et les nanas qui dénoncent se retrouvent un peu outcast[bannies – ndlr]».



Julie Appéré et Victoria Arfi de l'association Salut les Zikettes. © Joan Dastarac

De plusieurs témoignages se dégage en effet le sentiment que les violences sexistes et sexuelles ruinent non seulement des vies mais contribuent aussi à écarter leurs victimes de sphères qu'elles chérissent pourtant.

Le récit que livre Audrey* est en ce sens édifiant. Entre 2010 et 2014, elle a été l'organisatrice d'une centaine de concerts avec son association basée dans le Centre-Val de Loire. *«On faisait tout par nous-mêmes, avec un budget proche de zéro : l'entrée n'était jamais à plus de cinq balles, je préparais les repas, végane, et j'hébergeais les groupes dans mon appartement.»*

Audrey explique qu'à l'époque, elle avait une *«sexualité libérée»*. *«Et ça, dans le milieu, tu le payes. Tu deviens vite une "salope".»* Son meilleur ami, bassiste dans un groupe de punk, confirme: *«Il y avait sur elle toutes sortes de rumeurs qui se colportaient, comme: "Si tu joues à [la ville où réside Audrey], il y a une meuf là-bas, elle est open."»*

Désirant *«prendre du recul sur [sa] sexualité»*, la jeune femme décide en 2013 de ne plus avoir de rapports intimes avec les hommes. Les 28juin et 13décembre de cette année-là, elle affirme avoir été violée par deux musiciens qu'elle hébergeait, après avoir eu avec chacun d'eux un dialogue sur son vœu d'abstinence.

Après cela, elle déclare avoir confronté les deux hommes ainsi que leurs entourages, sans que sa parole ne soit, selon elle, prise en considération. *«Tout le monde dit qu'elle ment»*, confirme l'un de ses proches, Grégoire*, guitariste dans un groupe nantais, à qui Audrey a *«très souvent parlé de ces histoires»*.

La trentenaire a renoncé à porter l'affaire devant la justice. *«Faire comprendre à des flics que le mec qui m'a violée, il dormait à côté de moi parce qu'il était en tournée et conduisait le lendemain, et que pour qu'il puisse bien se reposer, je l'avais accueilli sur mon matelas car c'était plus confortable que le canapé ou le sol, ça ne me semblait pas entendable.»*

Plus de sept ans se sont écoulés et depuis, Audrey enchaîne les psychothérapies et ne se rend plus que *«très rarement»* à des concerts. *«Ou alors, il faut que j'aie des anxiolytiques sur moi, que je fume plein de pétards et que je m'assure en avance auprès de mes potes que [mes agresseurs] ne sont pas là.»*

«C'était une fille qui était très présente dans la scène punk et hardcore. Aujourd'hui, c'est elle qui s'en retrouve exclue car il est plus facile de se séparer d'une personne comme elle, qui n'a plus de trop poids

dans la musique, que de prendre position contre des figures du milieu, au risque de briser des groupes et des amitiés», constate amèrement Grégoire.

« La toxicité d'un milieu qui a l'air cool »

Trois témoignages initialement récoltés par le biais de l'opération #MusicToo mettent également en évidence les dérives supposées de certains musiciens de la scène metal avec leurs jeunes, voire très jeunes admiratrices.

Élisabeth* a 15 ans en 2008 lorsqu'elle se rend, avec deux amies, au concert d'un groupe prisé des adolescents dans le Grand Est. L'une d'elles connaissant le chanteur, elles sont invitées en coulisses, puis conviées à accompagner les musiciens en discothèque. *«Nous étions mineures (donc oui, le groupe en était conscient) et on n'a donc pas pu les suivre à l'intérieur, raconte-t-elle à Mediapart. À la place, ils nous ont donné les clés de leurs chambres pour qu'on puisse y faire la fête entre nous en attendant qu'ils nous y rejoignent pour l'after.»*

Plus tard dans la nuit, les membres du groupe, pour la plupart trentenaires, rallient leur hôtel et s'organisent de telle façon qu'Élisabeth se retrouve dans un lit simple avec le bassiste. *«Il a fini par prendre ma main pour la mettre sur son sexe»*, raconte-t-elle. Contactés, ni le bassiste ni le batteur, également présent à ce moment-là, n'ont su retracer le fil de cette soirée, le second confessant que *«des afters un peu arrosés, avec des groupies, il y en a eu beaucoup»*.

Une autre répondante à #MusicToo rapporte qu'à 19 ans, elle échange sur un site de rencontre avec un membre d'un groupe de nu metal, de 11 ans son aîné. Il l'invite chez lui, en banlieue parisienne. *«Super excitée et contente [...], je suis venue complètement inconsciente du danger»*, raconte celle qui affirme avoir été contrainte à lui faire une fellation ce jour-là.

Une troisième, *«musicienne dans un jeune groupe qui a de l'ambition»* en Occitanie, rencontre en 2014 le chanteur d'un groupe de metal, également patron d'un label. *«Il a 15ans de plus que moi, il a de l'expérience, du pouvoir.»* Lors d'une soirée *«arrosée»*, celui-ci l'embrasse. *«Je me suis laissé faire, partagée entre*

la surprise hébétée due à l'alcool et l'impression d'être "élevée", classe, de faire partie du cercle des célébrités.»

« Les mois qui ont suivi, poursuit la jeune femme, on s'est vus régulièrement, toujours à sa demande, toujours chez lui [...]. Il m'accueillait avec mon cocktail préféré [...], me parlait du show business en m'expliquant les ressorts du milieu entre deux relations sexuelles. Il était [...] assez insistant sur des pratiques sexuelles que je n'avais jamais expérimentées. Je repartais chez moi dans la nuit ou tôt le matin, encore saoule ou droguée, intensément fatiguée et [avec] la sensation vague mais persistante d'être sale.»

Selon la répondante, il s'agirait *«d'un exemple significatif de la toxicité d'un milieu qui a l'air cool, d'un milieu de fête, où les gens paraissent tous ouverts d'esprit. Surtout dans le metal, réputé pour sa bienveillance et ses communautés de "nounours gentils et chevelus"»*.

C'est notamment pour aller à rebours de ces clichés sur *«la grande famille du metal»* qu'Estelle et Justine ont créé, en décembre 2020, le podcast **Heavystériques**, qui donne à entendre une fois par mois des récits de musiciennes, de techniciennes, de chroniqueuses, de simples spectatrices... Des voix que les deux hôtesses estiment *«marginalisées»*.

« Un truc propre à notre milieu est que sous prétexte que ce sont des musiques extrêmes, certaines personnes justifient d'avoir des discours et des comportements violents et haineux, en mode "on est extrême donc on peut se permettre ça", observent-elles. Ce qu'on cherche à faire comprendre est qu'il y a une violence qu'on choisit, en tant qu'amatrices de cet univers musical et de son esthétique, et une violence qu'on subit, à travers les agressions et le sexisme dont on peut être victimes.»

Les animatrices racontent avoir construit leurs *«propres mécanismes de défense»*: *«On est entraînées dans nos têtes à se dire qu'on ne va pas aller dans la fosse, devant les barrières, parce que c'est plus dangereux, qu'on ne va pas mettre de jupe parce qu'on risque de se prendre une main aux fesses.»*

Le Hellfest veut améliorer la prévention et la prise en charge des victimes

En juin 2019, une participante au Hellfest, le plus important rassemblement de musiques extrêmes en Europe, avec 180000 festivaliers sur trois jours à Clisson (Loire-Atlantique), racontait avoir été droguée et violée dans l'enceinte de l'événement. Dans un message **relayé** des milliers de fois sur les réseaux sociaux, elle lançait un appel à témoins visant à identifier son agresseur.

Trois jours plus tard, les organisateurs diffusaient un communiqué **jugé** maladroit, voire culpabilisant pour la victime présumée. *«On a peut-être réagi trop à chaud, reconnaît rétrospectivement Éric Perrin, responsable de la communication de la manifestation bretonne. Si la situation se répétait, on n'aurait désormais pas les mêmes mots.»* Ces faits s'étaient déroulés quelques jours après le lancement de la campagne d'affichage *«Ici, c'est cool»* par plusieurs festivals et lieux culturels des Pays de la Loire, dont le Hellfest, qui vise à lutter contre les agressions à caractère sexuel, sexiste, raciste et homophobe lors des concerts.

Consciente des *«progrès»* à effectuer, que des affiches placardées aux quatre coins du site du festival ne peuvent pas être une fin en soi, l'équipe du Hellfest a fait appel à l'association **Les Catherinettes** pour la prochaine édition, reportée à juin 2022. *«L'idée est d'une part d'avoir des équipes fixes et ambulantes, pour faire de la prévention sur les violences sexistes et sexuelles et assurer des points d'écoute, détaille Anna Mérigeaux, cofondatrice de cette structure militante. Et d'autre part, d'avoir sur place des psychologues spécialisé-e-s formé-e-s pour accueillir les victimes et, dans le cas où elles en auraient la volonté, d'entamer la procédure pour qu'elles puissent porter plainte.»*

Un nouveau dispositif qui semble rencontrer des attentes exprimées par le public. Dans une enquête en ligne menée par l'anthropologue **Corentin Charbonnier** auprès d'un échantillon de 8507 participants au Hellfest 2019, plus de 50% des festivaliers, qu'ils se définissent hommes, femmes ou

non-binaires, répondaient «*tout à fait d'accord*» ou «*plutôt d'accord*» à la question «*Souhaiteriez-vous plus de prévention sur les dérives sexuelles?*».

Si la grand-messe des musiques extrêmes est décidée à mieux assurer la sécurité de ses fidèles, elle semble moins prête, pour l'instant, à faire des concessions sur sa programmation.

En 2019, l'affiche accueillait au moins trois groupes dont la misogynie ne laisse guère de place au doute: les Finlandais d'Impaled Nazarene, défavorablement connus pour leur clip vidéo «*Cogito Ergo Sum*», tourné à la façon d'un *snuff movie*, où l'on entrevoit une femme se faire agresser sexuellement, passer à tabac et, enfin, égorger; les Anglais de Venom Inc., épinglés pour leurs textes machistes par le mouvement féministe suédois #KillTheKing, qui vise à libérer la parole dans le monde du heavy metal; ou encore les Texans de Devourment, dont certains écrits, à ne pas prendre néanmoins au premier degré, sont **délibérément obscènes**: «*Je sais maintenant que j'ai été élevé pour tuer des chiennes/ Je vais les frapper jusqu'à ce qu'elles n'aient plus de peau*», «*Je vais pomper cette vile chatte pleine de mon sperme/ Disgraciant son corps immaculé*», assène entre autres le titre «*Fuck Her Head Off*», sorti en 2017.

«*Beaucoup de groupes jouent sur ce côté provocateur et surfent sur des vagues tendancieuses*, admet Éric Perrin, du Hellfest. *Mais ce ne sont pas non plus des artistes qui mettent en scène des viols lorsqu'ils sont sur scène, et on est très vigilants là-dessus. Notre seul juge, c'est le public, et s'il nous dit que ce genre de groupes n'est plus acceptable, on fera attention [à ne plus les programmer – ndlr].*»

En 1996, avec leur culte «*Macho blues*», les vétérans de Lofofora étaient les premiers, au sein du metal français, à aborder frontalement dans leurs textes la problématique des violences sexistes et sexuelles. Un quart de siècle plus tard, leur chanteur Reuno Wangermez constate que «*le truc cool depuis ces années, c'est que le public s'est beaucoup féminisé, qu'il y a des groupes de filles qui viennent désormais aux concerts alors qu'avant, elles ne venaient qu'accompagnées de leurs gars*», mais que le chemin est encore long avant d'aboutir à une scène réellement égalitaire. Comme c'est le cas, du reste, pour la société tout entière.

Boîte noire

*Le prénom a été modifié à la demande du témoin.

Soixante-deux personnes ont été interrogées dans le cadre de cet article, entre décembre 2020 et mai 2021, par téléphone, par mail, par Facebook Messenger ou en visioconférence, compte tenu du contexte de crise sanitaire. Toutes ces personnes n'ont pas pu être citées.

Cinq témoignages ont été initialement récoltés par le biais de #MusicToo, cet appel lancé à l'été 2020 sur les violences sexistes et sexuelles dans l'industrie musicale, et Mediapart a pu enquêter sur trois d'entre eux.

Alexis A. a été interrogé le 24 avril par téléphone. Il a demandé à relire ses propos avant publication, sans y apporter de modifications. Till L. a été interrogé le 27 avril puis le 19 mai par téléphone. Il a également relu ses propos avant publication et les a rectifiés.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doga, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.